

Edito
Quand
les statistiques
poussent à la révolte p. 1

Vietnam
Quinze ans d'engagement
pour la santé
des défavorisés p. 3

Palestine
Aide et sanctions:
une stratégie hasardeuse p.2

En bref
L'actualité de la CSSR p. 4

Agenda des associations
A lire et télécharger p. 4

N° 138 • Octobre 2007 • Bulletin trimestriel

Qui sommes-nous

Histoire • La CSS naît en 1937 lorsque des médecins suisses s'engagent aux côtés des républicains espagnols en lutte contre les fascistes. Elle organise des missions médicales en Yougoslavie pendant la Seconde Guerre mondiale, puis se montre très active auprès des civils victimes de la guerre du Viêtnam.

Objectifs • Réduire les injustices sociales, politiques et économiques qui empêchent l'accès équitable, pour les populations pauvres et dominées, aux conditions nécessaires à une vie en santé.

Valeurs • La CSSR considère que le manque d'équité en termes de ressources pour lutter contre la maladie n'est pas une fatalité. Il est possible et nécessaire de résister aux pratiques prédatrices et dominatrices de certains pouvoirs politiques et économiques qui causent l'injustice.

Moyens • La CSSR se montre solidaire d'organisations locales qui travaillent pour un meilleur accès aux soins; elle soutient des projets sanitaires sur le terrain et dénonce en Suisse les injustices dont sont victimes les populations dominées.

Adresse

Centrale Sanitaire Suisse Romande
15, rue des Savoises
CH - 1205 Genève
tél./fax ++41 22 329 59 37
info@css-romande.ch
www.css-romande.ch

Versements

CCP: 17-66791-8

Bulletin

Edition: Centrale Sanitaire
Suisse Romande

Comité de rédaction:

Martine Barclay; Jean-Marc Richard;
Ludovic Rossel; Bruno Vitale.

Conception et maquette: Olivier Pillonel

Tirage: 2300 exemplaires

Parution: quatre numéros par an.

Edito

Quand les statistiques poussent à la révolte

Le classement des plus grandes fortunes de Suisse nous apprend qu'Ingvar Kamprad, à la tête d'Ikea et domicilié dans le canton de Vaud, dispose d'un capital de 25 milliards de francs. Le salaire des plus grands patrons représente un véritable hit-parade en constante augmentation, où les dirigeants de grandes banques et entreprises pharmaceutiques figurent en pole position. Parmi eux, Daniel Vasella, dirigeant de Novartis, "gagne" 21 millions de francs par année, soit 58 300 francs par jour, c'est-à-dire cinq cents fois le "salaire minimum", estimé à 3 500 francs par mois. Autrement dit, il perçoit en un jour ce qu'un travailleur gagne en une année.

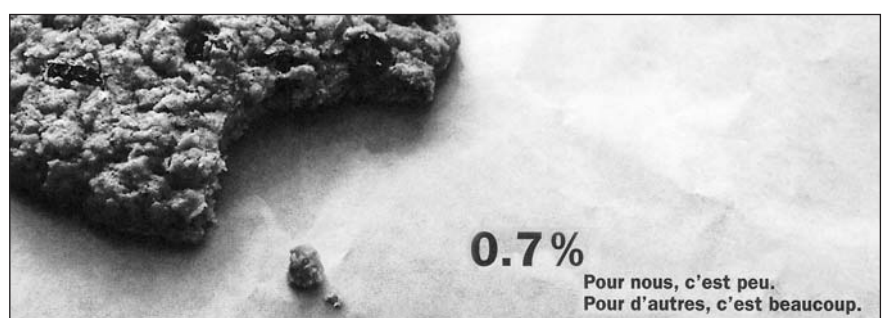
Dès lors, il devient malaisé de souscrire au discours d'austérité économique et d'accepter des coupes dans les budgets qui concernent par exemple la santé publique suisse. Mais surtout, dans ce cadre helvétique en or, l'initiative 0,7%-ensemble contre la pauvreté a bien piètre allure. Cette opération paraît même dérisoire face à l'hypocrisie et au cynisme économiques affichés par les grands patrons et reproduits par la presse tranquille qui publie sans crainte des statistiques, à bien regarder, tout simplement explosives. A ce titre, l'aide publique au développement n'est pas épargnée, notamment car une

grande part est simplement composée de supercheries comptables. Les statistiques officielles d'aide au développement englobent aujourd'hui une série d'opérations invraisemblables telles que les allègements de dettes (en faveur des pays en voie de développement), certaines mesures de rapatriement de ressortissants suisses à l'étranger et même les coûts de secours d'urgence en faveur des réfugiés sur le territoire suisse. En conséquence de l'inflation statistique, la Suisse est devenue la principale bénéficiaire de sa propre aide au développement bilatérale (Parlement 2006).

Dans le train Lausanne-Genève, vers 18 heures, un homme dans la trentaine parle avec son copain assis en face de lui et dit: «La postérité va vraiment penser qu'on a été des couards, quand ils verront tout ce qui s'est passé au début du XXI^e siècle». C'est vrai que même si la vie quotidienne n'est pas toujours assez inconvenante pour nous pousser à la révolte, en Suisse, il y a les statistiques qui peuvent le faire.

Face à l'indécence mathématique, ne serait-il pas plus raisonnable de repousser une décimale et d'agir pour le 7%? En tout cas, "gueuler" pour le Darfour, soutenir l'Amérique latine... Et d'autres choses encore, fermement!

Viviane Luisier



Signez la pétition 0,7% - ensemble contre la pauvreté!

Palestine

Aide et sanctions: une stratégie hasardeuse

A l'issue de la victoire du Hamas aux élections législatives de janvier 2006, les partenaires internationaux ont décrété des sanctions contre-productives qui participent au processus de désintégration institutionnelle et freinent les opérations d'aide internationale. Par Bastien Briand et Ludovic Rossel

Dès l'élection du Hamas au pouvoir, le gouvernement des Etats-Unis, suivi par l'Union Européenne, s'interdisent tout contact avec les personnes ou organisations associées – à tort ou à raison – avec le mouvement. Les transferts de fonds en direction d'institutions sous influence du Hamas sont bannis. L'UE développe un mécanisme temporaire de soutien ciblé vers certains services publics à travers lequel 77 000 employés de l'Autorité Palestinienne reçoivent un subside mensuel directement sur leur compte bancaire. Dans le contexte contemporain de lutte contre le terrorisme, les bailleurs affirment susciter une influence positive en privilégiant les couches modérées de la société palestinienne. On y retrouve la gestion clientéliste de l'aide internationale pourtant décriée lors de la dernière campagne électorale. Cette vision s'accompagne d'une série de sanctions au coût considérable pour la population et qui multiplie les contraintes imposées aux opérations d'aide au développement. Les formalités administratives se compliquent pour des ONG obligées d'investir des ressources supplémentaires, notamment pour des conseils juridiques, et l'appréhension s'amplifie parmi celles qui craignent d'être montrées du doigt pour d'éventuelles affiliations embarrassantes. Dans ce contexte, la démarche récente des ONG est qualifiée par Larissa Fast de «prudente, lente et coûteuse» (2006) et l'aide d'urgence se substitue aux projets de développement.

Au niveau politique, les sanctions contribuent à polariser les enjeux autour de l'opposition entre Fatah et Hamas. Pour le tissu d'institutions nationales, leurs conséquences ont un goût amer – tout particulièrement pour les municipalités sous l'égide du mouvement islamiste, écartées des financements étrangers dont certains étaient destinés aux structures scolaires ou sanitaires. Parmi les employés d'état, ceux qui disposent de compétences valorisées ou de liens personnels s'orientent vers le privé. Le verrouillage d'accès aux institutions



Bouclage de Gaza, sanctions internationales: la population paie le prix fort.

bancaires amplifie l'opacité des finances publiques et encourage le Hamas dans sa quête de financements alternatifs de la part d'alliés. Ainsi, on estime à 16 millions de dollars US l'influx d'espèces planquées dans des valises convoyées à Gaza, sommes en partie vouées à régler les salaires publics. La volatilité des financements internationaux rend la gestion publique malaisée et interdit toute planification à long

terme. Dans certaines localités, la construction d'écoles – ou de structures publiques – s'est interrompue du jour au lendemain, abandonnant des chantiers dangereux. Malgré la reprise récente des financements directs à l'A.P, le processus de paix reste à l'abandon et les structures publiques demeurent maintenues sous la perfusion d'un «projet de charité internationale» sans perspective de dénouement politique.

Bouclage et sanctions

L'asphyxie de Gaza

AGaza, le bouclage conséquent à la prise de contrôle du Hamas atrophie l'économie locale et suscite un contexte de déchéance propice à l'extrémisme. La fermeture des frontières des pays limitrophes paralyse l'importation de matières premières et l'exportation de biens. Le prix des denrées augmente et plus de 80% des usines ont réduit leur production ou cessé leurs activités. Depuis le mois de juin 2007, 68 000 personnes ont perdu leur emploi

et le manque à gagner se chiffre à plus d'un demi-million de dollars par jour. En conséquence, la dépendance envers l'aide matérielle et alimentaire s'intensifie au dépend des structures de production locale. Dans ce contexte frappé par la fermeture des frontières et aggravé par le fractionnisme politique, beaucoup sont aujourd'hui privés de toute perspective – une existence faite de subsides, sans possibilité d'emploi.

BB LR

Quinze ans d'engagement pour la santé des défavorisés

L'action de la CSSR au Vietnam a suscité une série de projets dans les provinces de An Giang et de Bin Phuoc pour développer les structures sanitaires. Une visite récente permet de rendre compte des progrès accomplis et des défis rencontrés par ces populations. Par Jean-Pierre Guignard

La commune de Tan My abrite 30 000 habitants répartis sur dix villages, dont Con En et Than Thuan. Ces zones marécageuses forment des îlots parcourus par un réseau de canaux, servant à la fois de source d'eau de consommation, de rigoles d'irrigation et d'égouts. Dans cet environnement, les déplacements sont difficiles et s'effectuent sur des structures obsolètes. Dès lors, les problèmes majeurs concernent l'approvisionnement en eau et la mobilité des personnes et des biens. C'est conscient de ces difficultés que la CSSR avait répondu à l'appel du Dr Pham Ngoc Thanh afin d'améliorer les conditions sanitaires de ces populations fragilisées. Ce partenariat a notamment permis de rénover des infrastructures sanitaires et de construire des latrines publiques dans des localités de la région. En sus, et grâce à sa force de conviction, Pham Ngoc Thanh – dont la formation fut complétée grâce à un soutien de la CSSR et actuellement responsable des projets sur place – a su mobiliser les énergies des populations affectées par leurs conditions socio-économiques. Elle s'est investie à leur côté pour définir les prior-



Photos : Jean-Pierre Guignard

Des conditions de vie précaires...

ités sanitaires qui ont contribué à l'amélioration des conditions de vie. Le travail accompli est remarquable et mérite un soutien renouvelé.

Restent certains besoins urgents, comme l'approvisionnement en eau potable et l'évacuation des eaux usées. Des intervenants sociaux déplorent aussi le manque de formation professionnelle chez les jeunes qui les prive de perspectives d'avenir. Dans un monde où le fossé entre populations favorisées et déshéritées s'aggrave, la CSSR étudie les possibilités de collaborer à la mise en place de programmes d'apprentissage pour favoriser l'épanouissement des populations jeunes.

Les chiffres qui parlent

Nombre de médecins (pour 1000 habitants)

- Vietnam 0,5
- Suisse 10,7

Taux de mortalité infantile (pour 1000 naissances vivantes)

- Vietnam 16
- Suisse 4

Dépenses de santé par habitant (en dollars internationaux)

- Vietnam 184
- Suisse 5572

Nombre d'ordinateurs (pour 1000 habitants)

- Vietnam 10
- Suisse 709

Source: OMS (2002-2005)



... et des voies de communication archaïques.

Village de Con En

Un soutien porteur pour la population

En 1998 déjà, nous rendions compte dans ce bulletin des progrès rapides réalisés sur place, même si beaucoup restait à faire. Et beaucoup a été fait depuis à Con En !

Trente latrines publiques ont été construites et sont aujourd'hui utilisées et entretenues par les habitants. En parallèle, le niveau économique s'est amélioré et certaines familles ont construit leurs propres latrines. Un système de pompage de l'eau du Mékong a pu être installé dans la plupart des habitations. Le gouvernement local a

quant lui financé l'approvisionnement d'eau potable en forant des puits d'une profondeur de plus de 300 mètres.

Le petit poste de santé a été rénové grâce à la CSSR et son revêtement de paille remplacé par un toit de tôle. L'école primaire fut reconstruite et l'élévation du niveau de la cour a permis d'éviter les inondations répétées des salles de cours. Ces travaux furent menés par l'action conjointe du gouvernement local et de la CSSR. La crèche est aujourd'hui bien entretenue et offre des latrines et des lavabos

adaptés aux enfants de un à trois ans. Si la prise en charge scolaire s'est nettement améliorée pour les premiers âges, la situation se complique à l'adolescence, car la plupart des familles manquent de moyens pour permettre à leurs enfants d'effectuer un apprentissage.

Nous reviendrons prochainement sur les activités soutenues par la CSSR dans d'autres régions du Vietnam avec un point détaillé sur l'Hôpital pédiatrique de Huynh Thoai Loan.

JPG

Accès aux médicaments Novartis débouté par la justice indienne

Après le refus du gouvernement indien de breveter la nouvelle mouture du Glivec, son médicament pour le traitement du cancer, Novartis avait déposé un recours contre la législation indienne qu'elle estimait enfreindre les règles de l'OMC. Le tribunal de Chennai a rejeté la demande de la firme suisse en se déclarant incompétent. Un changement de loi aurait supposé des conséquences néfastes en termes d'accès aux médicaments – communément désignée de «pharmacie des pays en voie de développement», l'Inde est en effet un gros producteur de génériques.

Droit à l'avortement Amnesty international défend l'avortement pour les femmes en danger

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer pour les droits sexuels et reproductifs, l'intérêt récent de l'ONG à l'égard des possibilités d'avortement a suscité des ripostes de la part du Vatican et autres milieux conservateurs. L'association spécialisée dans la lutte contre les violations des droits humains affirme promouvoir le droit des femmes à l'intégrité physique et mentale, dans le respect des croyances mais «sans invoquer Dieu».

www.amnesty.org

Erythrée Une équipe de la CSSR s'est rendue sur place

Dans le cadre de la réflexion souhaitée par le comité de la CSSR à l'égard des perspectives de coopération en Erythrée, Virginie Emery a récemment effectué le déplacement au pays, accompagnée du responsable de commission, Haile Melles. Dans cet environnement largement méconnu et souvent délicat pour les coopérants, cette visite apporte un regard original sur la situation locale qui sera détaillée dans notre prochain numéro.

Activité de la CSSR Du renfort au secrétariat

Le secrétariat de la CSSR accueille deux nouveaux collaborateurs qui apportent un soutien efficace à ses activités. Roch Michaluszko, diplômé de droit et d'anthropologie, assure un suivi du projet d'unité de production audiovisuelle en Palestine et participe à la formulation d'un cadre d'analyse pour l'évaluation de la réceptivité des messages produits. En parallèle, Alan Pfenniger collabore activement à la réalisation du prochain site web de la CSSR (en ligne courant novembre 2007).

Mobilisation Fête pour le 0,7% : un grand succès



Les soixante organisations de la société civile suisse membres de la coalition 0,7% - ensemble contre la pauvreté ont lancé une pétition qui demande au Conseil fédéral et au Parlement d'augmenter l'aide au développement du taux actuel de 0,39% du PNB à 0,7% d'ici 2015. Dans ce cadre, plus de quatre mille personnes se sont retrouvées à Berne le 7 juillet (07/07/07), ralliées à l'appel de Mary Robinson et d'autres personnalités pour un engagement plus ferme en faveur de l'aide au développement et des Objectifs du Millénaire. La FEDEVACO y tenait un stand commun avec le Fédéréseau. Comme le résume Hugo Fasel, président du syndicat Travail Suisse, «une telle campagne arrive à point nommé pour faire pression sur le Conseil fédéral qui, dès cet automne, va préparer les nouveaux crédits-cadres pour l'aide aux pays du Sud et de l'Est. Si on ne saisit pas l'occasion maintenant, on n'arrivera jamais à ce que la Suisse s'engage comme elle le doit pour les Objectifs du Millénaire».

A lire et télécharger

• *L'argumentaire de la FGC en faveur de l'aide publique au développement*

A cours d'arguments pour expliquer ce qui vous paraît couler de source?

La Fédération genevoise de coopération (FGC) tient à votre disposition un document étayant la nécessité d'intensifier les efforts d'aide publique au développement au regard du contexte économique contemporain. A ce titre, ce plaidoyer avance une argumentation aboutie dans un style qui affronte certaines idées reçues.

www.fgc.ch/argumentaire.pdf

• *Un agenda pour que l'aide fonctionne - «Real Aid – An Agenda for Making Aid Work»*

Basée sur de nombreuses enquêtes de terrain menées par l'ONG britannique ActionAid, cette publication formule une critique constructive de l'aide internationale. Les limites identifiées concernent, d'une part, les procédures administratives contre-productives et les artifices statistiques, de l'autre, l'asymétrie de la relation entre pourvoyeur et receveur d'aide.

Aux yeux de l'ONG, deux tiers de l'aide fournie serait de "l'aide fantôme", dénuée de bénéfice pour les populations pauvres du Sud. En conséquence, des recommandations concrètes sont avancées pour améliorer la qualité de l'aide et redonner d'avantage de poids aux voix des populations pauvres: «Pour que l'aide devienne efficace, ses systèmes doivent changer radicalement et les relations de pouvoir, actuellement en faveur des donateurs, doivent être équilibrées. La conditionnalité imposée par les donateurs doit être remplacée par des obligations mutuelles, la transparence doit suppléer le secret».

<http://actionaidusa.org>
(60 pages, en anglais)